

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Forstwesen = Swiss forestry journal = Journal forestier suisse
Herausgeber: Schweizerischer Forstverein
Band: 156 (2005)
Heft: 8

Artikel: Mutations et enjeux en forêt de Soignes : les années 1900
Autor: Corvol, Andrée
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1098060>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 02.05.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Mutations et enjeux en forêt de Soignes: les années 1900

ANDRÉE CORVOL

Keywords: History; forest policy; society; management. FDK 62 : 902 : 903 : (493)

Introduction

Dans les années 1900, les articles bruxellois rendirent compte des actions forestières. Ils mentionnaient ce qui distinguait le massif sonien des massifs ordinaires. Soignes est au sud-est de la capitale belge. La forêt jouxte l'agglomération, comme les bois de Boulogne et de Vincennes jouxtent la capitale française. Au reste, les agents soulignaient la spécificité du massif en rappelant leurs efforts pour concilier paysages et récoltes. À les entendre, ils devançaient la demande sociale, quitte à réduire le revenu financier. Au reste, à l'époque, les journalistes qualifiaient ce revenu de «mercantile», comme si la gestion de l'économie forestière était honteuse!

Évidemment, la complaisance envers les médias paya. Les eaux-et-forêts gagnèrent en popularité. Mais elles risquaient de déchanter le jour où il faudrait enlever des peuplements vétustes. L'abattage supprimerait les repères familiers¹. L'administration serait coincée entre l'enclume et le marteau. L'enclume, c'était l'opinion bruxelloise qui plébiscitait l'orientation paysagère. Le marteau, c'était les pouvoirs publics. En fait, c'étaient eux qui décidaient. Ils préparaient les installations requises pour le champ de courses de Gronendael, l'agrandissement de l'hippodrome de Boitsfort, l'édification du sanatorium à La Hulpe, d'un réservoir et d'un réseau de captage.

Les projets furent concrétisés. L'opinion rapprocha ministres et administrateurs comme si la critique du gouvernement exigeait d'en contester l'instrument, les eaux-et-forêts. Le dénigrement tout azimut forma le terreau de l'association: les Amis de la Forêt de Soignes. À l'aube du Siècle Nouveau, les associations pro-nature connaissaient le même parcours². Une fois fondées, elles devaient trouver des subsides sans décevoir leurs premiers adhérents. Ceux-là étaient venus avec des intentions plus politiques qu'environnementales. Certains, pourtant, refusaient les techniques pratiquées, qu'ils jugeaient nuisibles. Il y avait maints *a priori*. Il fallait recentrer les objectifs, éduquer les militants.

Première partie: L'engouement pour la forêt

Le tournant du siècle connut une lame de fond sans précédent en raison du suffrage universel. La conquête électorale mobilisait tous les partis politiques et particulièrement ceux de gauche. Ils aspiraient à devenir des partis de masse. La défense des programmes rapprocha orateurs et plumitifs, qu'ils viennent du nouveau parti socialiste, des libéraux de gauche ou de la démocratie chrétienne. Certes, des divergences existaient, mais, pour l'heure – la décennie 1900 –, l'intérêt les reléguait. On accentuait les points communs. Le principal tenait à l'histoire, à la nature, c'est-à-dire aux chapitres Urbanisme et Aménagement. Les discours des ténors avaient les honneurs de la presse de même sensibilité. Ils les avaient aussi dans les cercles culturels qui les invitaient pour une conférence. L'ensemble fabriqua du «socialement correct» à l'usage de la bonne société. Cela influença les gens modestes par le biais du parti ouvrier belge. Il œuvrait pour l'éducation obligatoire, gratuite et laïque. Cela l'engageait au plan culturel³. L'osmose fut aug-

mentée au sein des rédactions par les citations réciproques, voire par les parutions d'articles empruntés. La méthode amplifia le fait qu'un plumitif présentait volontiers sa prose dans plusieurs journaux, sous couvert d'un prête-nom ou d'un pseudonyme. La chose était courante entre «La Chronique», «La Gazette», «Le Peuple», «L'Etoile Belge», «Le Petit Bleu». Certes, il y avait parfois dissonances, mais les écarts étaient minces en matière de préservation des forêts et des sites.

A – Reconnaissance nationale

La forêt de Soignes était une vitrine forestière? Elle devint une vitrine progressiste. Le débat portait sur la nature à préserver? Il acquit une dimension supplémentaire, c'est-à-dire l'usage, légitime ou non, de cette nature. À partir de 1900, pas un trimestre ne passa sans une affaire pour défrayer la chronique. Les défenseurs soniens estimaient que toute atteinte engendrait un précédent. Aussi dénonçaient-ils les projets en cours. Le branle-bas commença avec le bilan des dépeçages, «Les vandales et la forêt de Soignes», dans «L'Art Moderne», revue inféodée à La Libre Esthétique (début 1898). Jules Destrée reprit sa tirade au Parlement (juin 1900). Dès lors, le couplet devint la règle: que chaque hectare dégradé ou aliéné fût compensé. La bataille porta sur le vallon de Gronendael. C'était une source d'inspiration picturale et littéraire, une promenade très appréciée. En 1903, «Le Peuple» dévoila aux lecteurs qu'Edmond Parmentier, entrepreneur bruxellois, prête-nom de Léopold II dans plusieurs affaires immobilières, bénéficiait d'un échange avec l'Etat: des terrains à Gronendael contre d'autres à Duisburg, alors que les pouvoirs publics concédaient à des financiers un terrain à La Hulpe pour y construire un sanatorium⁴. On n'osa repousser les tuberculeux et leur hôpital. Par contre, on critiqua les travaux de Gronendael.

La polémique regroupa les voix des socialistes, tel Vandeveld de l'ami de Verhaeren, des libéraux, tel Charles Buis bourgeois de Bruxelles, des catholiques sociaux, tel Carton de

¹ L'opinion, comme le montre la campagne amorcée dans la décennie 1870 et culminant vers 1890–1895, s'est d'abord émue de l'enlèvement des arbres en ville, puis de ceux en forêt. Les associations pro-nature ont inversé la démarche. Elles portaient de la préservation des arbres périurbains pour atteindre l'intra-urbain. Elles rallièrent ainsi les petites gens qui allaient peu en forêt. La cible intègre une stratégie de démocratisation entre 1910 et 1930.

² On le constate aussi pour la Société des Amis de la Forêt de Fontainebleau. Elle dérive des difficultés de gestion qu'a l'administration dans un terrain ingrat, avec des peuplements obsolètes. Le processus est enclenché par le Comité de protection artistique. Il avait écrit en 1873 que «son objectif était de s'opposer par tous les moyens moraux à la dévastation de la forêt de Fontainebleau». Ses statuts avaient été déposés auprès du préfet de Seine-et-Marne, Louis Alexandre Foucher de Careil (1826–1891). Il soutenait l'initiative. Il fut révoqué la même année. Il devint sénateur de Seine-et-Marne (1876–1890), siégeant au centre gauche. Dès 1883, il fréquenta maints hommes politiques belges de même tendance au Club Alpin, car affilié au Touring Club.

³ P. ARON, Les écrivains belges et le Socialisme, 1880–1913, Bruxelles, Editions Labor, 1997. Collection Archives du futur.

⁴ L. RANIERI, Léopold II, urbaniste, Bruxelles, 1973, p. 16, pp. 71–74, pp. 87–88.

Wiert et, ô surprise, des catholiques conservateurs, Auguste Bernaert, car il possédait une villa à Boitsfort au contact de Soignes. Trois arguments furent avancés:

- La forêt doit demeurer pure: or, en rénovant les chemins et les étangs de Gronendael, les pouvoirs publics transformaient un site qui rappelait l'Ardenne en «décor d'opérette» (sic).
- La forêt doit demeurer sage: or, en la livrant aux plaisirs immoraux des turfistes, les pouvoirs publics n'avaient pas cure de sacrifier «les joies innocentes» des familles, la promenade étant le seul divertissement admis.
- La forêt doit demeurer sacrée: or, en consentant un accroc au principe de conservation, les pouvoirs publics cautionnaient des spéculateurs, dont ceux qui voulaient bâtir un hôtel dans le vallon.

Le «Bulletin» du Touring Club de Belgique reproduisit les interventions progressistes tout au long de 1904, à commencer par la lettre ouverte de Charles Buls⁵. Elle résume la conception des équipements admissibles en forêt périurbaine: «Au bon vieux restaurant bourgeois où, depuis notre enfance, nous allions déjeuner en famille, on substituerait un établissement tapageur, rendez-vous des automobilistes puants et du public mêlé des tripots! Que ceux qui ont conçu ces criminels projets craignent les modestes promeneurs du dimanche!» De fait, ces gens-là votaient...

- On notera les points suivants: pas d'innovations (seul, ce qui avait trente, quarante ans d'âge était admis); pas de mélanges (seuls, les habitués étaient reçus); pas de sonorités intempestives (refus des rires, des klaxons); pas de conduites exubérantes (refus des enrichis mal élevés). Cela marquait un souci de filtrer les ayants droit à la forêt⁶. N'y entreraient que ceux qui laisseraient le véhicule à l'extérieur et relevaient des catégories, sinon cossues, du moins stables. Les vœux de tout édile – une population rangée qui règle ses impôts – étaient reportés en forêt: les divertissements obéissaient au code mondain.
- On notera aussi la référence ardennaise, avec ses éboulis rocheux, ses forêts sombres, bien qu'elles ne le soient pas encore! Ces éléments contenaient toute la beauté originelle du pays, décrit (et décrié) comme plat et nu. L'activisme du poète Jean d'Ardenne était célébré par les «bons Belges», c'est-à-dire par les Belges qui aimaient leur Nation, malgré les querelles qui opposaient Flamands et Wallons. Naguère, les élites bruxelloises qui avaient des attaches liégeoises étaient les seules qui en débattaient. Maintenant, ces sujets étaient discutés de tous, signe d'un changement dans l'ambiance politico-sociale.

Indice de l'élargissement de leur audience: la grande presse exposa les campagnes qu'orchestra Jean d'Ardenne, alors qu'auparavant, seules les revues de l'intelligentsia francophone les mentionnaient. Elles avaient été décrites comme exemplaires par «L'Art Moderne». Jules Destrée, un avocat proche des milieux intellectuels, battit le rappel à la Chambre. Il prononça des discours dont la tonalité patriotique alla grandissant⁷. Dans les attendus de la loi que déposa son groupe au sujet du classement des sites remarquables, il désigna quatre spectacles-symboles: l'Ardenne (forêt claire), la Campine (lande désolée), la forêt de Soignes (le Brabant glorieux), le cordon de dunes (la Flandre maritime).

Une perspective aussi fixiste contredisait les évolutions anciennes, quoique visibles depuis peu. Il faut du temps au temps – et aux arbres! Les évolutions provenaient des boisements résineux, des fixations dunaires. Les programmes qui les avaient initiés remontaient aux grands-parents. Ces derniers ne virent jamais la fin des opérations. Par contre, leurs descen-

dants constataient les effets, vu la faiblesse des distances et la densité du réseau ferroviaire. Ces facteurs précipitèrent la cristallisation environnementaliste⁸. De fait, ce n'était pas compliqué pour les militants qui relevaient de la moyenne bourgeoisie de visiter les sites modifiés. Ce l'était encore moins pour ceux qui habitaient Bruxelles et fréquentaient Soignes.

B – Vulnérabilité administrative

À l'aube du XXe siècle, la forêt brabançonne concentrait l'obligation et la difficulté de protéger les sites. Sa cause était celle de tous les paysages. Côté français, il était vain, pour expliquer la chose, de voir dans la Ligue des Amis de la Forêt de Soignes un sous-produit de la Société des Amis de la Forêt de Fontainebleau. La concordance des dates témoignait seulement du caractère européen des associations pro-nature, mieux de leur caractère occidental. D'ailleurs, les dirigeants de chaque mouvement avaient intérêt à rappeler la dimension internationale du phénomène. Cela incitait les autorités à les soutenir financièrement et moralement, deux points essentiels pour faire voter des lois protectrices, pour faire voter aussi les sanctions en cas de délits. Ce sont elles qui posaient le plus de difficultés: les électeurs acceptaient le principe, pas la punition qui en découlait afin de dissuader les habitants de polluer, de piller, de prendre.

Les arguments de leurs promoteurs furent connus bien avant que l'association pro-nature ait des statuts votés en assemblée générale et déposés au ministère de l'Intérieur. Les statuts organisaient le fonctionnement associatif autour d'un double objectif: un, maintenir la Beauté, deux, préserver la Morale. La virginité de la nature la garantissait, tout comme elle garantissait la santé physique, dont l'hygiène était la condition. En fait, Fin de Siècle, santé physique et santé morale formaient un tout. Les bien pensants combattaient l'hystérie féminine et l'homosexualité masculine, mais toléraient les «complicités esthétiques» (sic) portraiturees et les «excentricités» des cadets. Là aussi la société avait changé car, trente ans plus tôt, ces comportements étaient hautement répréhensibles⁹.

L'approche récusait le discours qui avait dominé cinquante ans durant. À présent, on entendait réviser le partage de l'espace forestier en zones de plaisir, de parade, d'excursion. En

⁵ BULLETIN DU TOURING CLUB, 1904, p. 412.

⁶ L'augmentation du tourisme à Fontainebleau ne fut pas non plus du goût des amateurs (1842 = 40 000; 1844 = 140 000, d'après le maire de Fontainebleau. Cf. Délibérations du Conseil municipal, 28 novembre 1843, 8 août 1844), conséquence de la prolongation de la voie ferrée jusqu'à Corbeil (1840). Le chemin de fer arriva à Avon en 1849 (1862 = 114 000; 1865 = 159 000; 1871 = 175 000, d'après la presse locale). Dans la seconde moitié du XIXe siècle, des plaintes apparaissent. Elles accusent les sentiers de Claude François Deneourt de provoquer la sur-fréquentation (Cf. J.P. POLTON, *Tourisme et nature au XIXe siècle*, Paris, Editions du CTHS, 1994, p. 215)

⁷ J. DESTREE, *Discours parlementaires*, op. cit., p. 610.

⁸ Il en alla de même pour la forêt de Fontainebleau. Cf. Ph. CANTONNET, *Notice sur Fontainebleau*, Paris, Cournent frères, 1901-1902. 32 p. La couverture porte «Chemins de fer Paris-Lyon-Méditerranée» et, en grosses lettres «Fontainebleau à une heure de Paris!»

⁹ A. LAMARRE-STORIA, *L'Enfer de la Troisième République. Censeurs et pornographes (1881-1914)*, Paris, Imago, 1989. La moralisation de la nature suit celle de la société. En fait, les valeurs morales sont transférées sur la forêt, vierge bien sûr, la ville semblant un lieu de perdition définitive. Il suffit de regarder l'ampleur prise au cours des années 1880-1900 par le thème de la Débauche, avec son cortège de vieux noceurs et de filles publiques, en littérature comme en peinture, pour constater que la Ville est devenue synonyme de Sodome et Gomorrhe. Aussi, la féminisation de la forêt incarnée par la princesse endormie ou la bergère priant fut-elle une constante des courants symbolistes, ceux-là mêmes qui faisaient des cités modernes les nouvelles Babylone...

même temps, on refusait l'établissement de réserves foncières, d'infrastructures utilitaires; on refusait aussi la cohabitation entre piétons, cyclistes et cavaliers. Que dire de la cohabitation entre automobilistes, motoristes et omnibus, lesquels furent hippomobiles avant d'être électrifiés! La modernité des transports devait cesser aux portes de la forêt. Le tramway, les classes laborieuses le prenaient pour aller travailler. Et pourtant, la plupart trouvaient le ticket trop cher pour leur bourse. Il n'y avait encore aucune politique des tarifs à prix réduit sous forme d'abonnement hebdomadaire ou mensuel. On marchait donc. On prenait un ticket le dimanche, pour respirer «le bon air» de la nature. Quant à la moto, à l'auto, c'était un rêve, sinon pour le bourgeois rentier, être mythique et jaloué.

Au plan sociologique, la «rente» englobait tous les revenus qui paraissaient acquis sans travail, sans effort. Elle mettait en cause le privilège, la spéculation, l'héritage. Ainsi, les professions libérales, les employés, les ouvriers, dénonçaient âprement les aristocrates, les hommes d'affaires et la jeunesse dorée. C'était une réaction de classe confortée par le sentiment que les distractions des «nantis» étaient scandaleuses. Elles étaient estimées dispendieuses, donc inaccessibles, et modernistes, donc inadmissibles. Seule la promenade à pied avait droit de cité dans la forêt! Tous les journaux, «Le Peuple» compris, vivent dans la piétaille du dimanche des «promeneurs de goût». C'est à cette bienséance que Charles Buls fait allusion dans sa lettre ouverte. Aussi le restaurant Rose, guinguette familiale, n'enlevait-il rien à la «sauvagerie» du vallon de Gronndael. L'important était de la savourer entre soi. La fête visuelle aurait été gâchée par les intrus. En ce sens, les casse-cou qui pilotaient des engins pétaradants dérangent autant que les pauvres du Coin-du-Balai qui subsistaient grâce à la vente des balais confectionnés sur place en vertu de leur droit d'usage.

Or, pour que tout change, et change en mal (dans cette conception, cela ne changeait jamais en bien...), il suffisait d'admettre un commerce nouveau car il recevrait une clientèle nouvelle. La perspective épouvantait. D'où la brutalité avec laquelle un chroniqueur du «Bulletin» du Touring Club déclara: «Du train où l'on y va, il faudra bientôt mettre au coin de tous les chemins de la forêt une pancarte avec ces mots ,passage interdit aux personnes saines' ou cette autre ,forêt réservée aux tuberculeux, aux bookmakers et autres citoyens ejusdem farinae'. Ça va bien!» Et l'on n'était qu'en 1905¹⁰!

Apparemment, le Touring Club savait trier le bon grain et l'ivraie, c'est-à-dire le sain et le frelaté, au propre et au figuré. En revanche, il avait la tâche moins aisée en ce qui concerne les axes de circulation et leur revêtement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la forêt. La difficulté venait de ce qu'il était juge et partie, que le lobby qu'il défendait, fort efficace au demeurant, composait une clientèle hétérogène, socialement et politiquement. Songeons à Charles Buls, le bourgmestre de Bruxelles, qui détestait l'automobile mais présidait le Touring Club à titre honorifique. Songeons à Carton de Wiart qui conduisait sa voiture mais souhaitait des chariots et rien d'autre dans l'enceinte sonienne! La voirie constitua de la sorte un thème explosif, sans cesse remis sur le chantier. Il suffisait pour cela de tracer de nouvelles voies ou de réparer les chaussées...

L'administration approuvait l'orientation piétonnière. Ce n'était pas encore pour limiter la circulation des véhicules à l'intérieur de la forêt, ce qui détériore le recru et les plantations. C'était en raison des sommes consacrées à la voirie non forestière. Elle eut préféré financer d'autres chapitres. Elle préférait même ne rien dépenser du tout. Elle avait plus d'une fois suggéré d'imputer le coût des infrastructures sur les crédits des ponts-et-chaussées. En outre, elle était convaincue (et n'avait pas tort) que son image souffrait d'être associée à sa rivale. Elle eut l'occasion de le vérifier lorsqu'il fallut aména-

ger l'avenue de Lorraine et concevoir les réseaux afférents à ce quartier éminemment résidentiel. Les riverains de la forêt, tant à Auderghem qu'à Boitsfort, marquèrent leur courroux. Les piétons furent ulcérés. Les automobilistes, mécontents.

Cette fois-là encore, les plumitifs séparèrent les forestiers des modernistes «vandales» et des ingénieurs «imbéciles». Ils n'en dénoncèrent pas moins leur passivité, comme si les autorités leur laissaient la possibilité de choisir! L'opinion les suivit. Par contre, la presse ménagea le directeur général des eaux-et-forêts, Alexandre Dubois. Il était *persona grata*, ayant incité Sander Pierron, un journaliste, à rédiger l'«Histoire de la Forêt de Soignes». Il l'avait assisté dans sa recherche de documents, dont certains ont disparu. L'ouvrage, édité par souscription, coûtait fort cher, malgré les aides reçues. Comme Edmond Picard, comme Emile Verhaeren, Sander Pierron était proche du parti ouvrier belge et appartenait au gotha intellectuel bruxellois. Les critiques saluèrent l'ouvrage. Ils ne pouvaient pas démolir son initiateur. Arthur Cosyn, le plus sévère d'entre eux, qui récupéra la Ligue à la veille du second conflit mondial, commenta sobrement l'affaire de Lorraine: «Je ne puis croire que ce soit là l'œuvre de l'administration dirigée par M. Dubois... L'aménagement du vallon aura été un ,morceau imposé'.»¹¹ L'incident révélait la fragilité des positions administratives. Un faux-pas de plus suffirait à les renverser.

L'alerte avait été chaude avec la pose des panneaux indicateurs. «Le Peuple» avait pris l'information dans «La Chronique». «L'administration forestière vient de faire supprimer le mot ,drève' de toutes les plaques indicatrices de la forêt de Soignes et a fait remplacer ce joli vocable, mystérieux et sonore, par un vulgaire ,avenue'.» Un confrère critique vertement cette malencontreuse initiative de l'administration et regrette non sans raison, le «vandalisme qui se donne libre cours dans les vallons et les hautes futaies de ce superbe coin de pays». Le journaliste confondait le remplacement du mot et la dénaturation des bois, l'atteinte au peuplement forestier et le viol de l'esthétique paysagère. L'exagération du trait transformait l'application d'un texte conçu pour calmer la querelle linguistique en manifestation de servilité: le mot «drève» était brabançon, le mot «avenue» était neutre, français et anglais!¹²

Parfois, les attaques fusaient du côté des hommes dont on attendait l'appui le plus ferme, tel Jules Destrée. Il adorait blaguer l'inculture des fonctionnaires. Le cliché était à la mode. Viette, le ministre de l'Agriculture français (1887-1889), l'avait lancé sans le savoir. Le pamphlet «Messieurs les Ronds-de-Cuir» de Georges Courteline (1858-1929) datait de 1893. Cette année-là, Guy de Maupassant (1850-1893) mourut qui, lui aussi, avait caricaturé le fonctionnaire dont la condition mêlait absurdité, monotonie et bassesse. Le thème cheminait depuis la Grande Dépression, en 1885, qui apportait son lot de chômage et de misère. On les enviait. On croyait que la charge des impôts baisserait si la dépense publique diminuait, que cela profiterait à l'emploi, car ces gens-là n'enrichissaient pas les concitoyens: ils «suçaient le sang du contribuable».

Outre-Quévain, l'argument toucha les forestiers. Les collègues de Destrée sourirent en l'entendant «remarqu(er) que les fonctionnaires ont, en général, la haine des arbres et (que), malgré des protestations incessantes, il ne se passe point de semaine sans qu'on ait à souligner de nouveaux méfaits administratifs». ¹³ Ils firent de même quand l'antienne revint. «C'est une loi psychologique qui pousse les ingénieurs et les fonctionnaires à détester la nature. Ils ont la haine des arbres et

¹⁰ BULLETIN DU TOURING CLUB, 1905, p. 24.

¹¹ Ibidem, 1908, p. 61.

¹² LE PEUPLE, 28 septembre 1904.

¹³ J. DESTREE, Discours parlementaires, op. cit., p. 597, 6 avril 1900.

des paysages.»¹⁴ Certes, le propos épinglait certains agents de Van Der Bruggen qui cumulait en un seul ministère l'Intérieur, l'Agriculture et les Beaux-Arts. Mais les hommes des eaux-et-forêts jugèrent l'ironie déplacée, car le marquage, l'élagage et la suppression des arbres citadins étaient de leur ressort, et non d'une autre administration, puisqu'il n'existait aucune direction des Jardins et des Promenades au ministère de la Culture, lequel restait à inventer, et qu'il n'existait qu'une direction des Pépinières et des Plantations à la ville de Bruxelles...

C – Terreau associatif

Les forestiers prirent la mesure de leur isolement en 1907, quand il fallut agrandir le champ de courses à Boistfort¹⁵. Ils avaient manifesté leurs réticences. Les journalistes en avaient parlé. Mais les égratignèrent tout de même: «On a décidé l'administration à poursuivre ses dévastations en créant une nouvelle piste dans la forêt... déjà les arbres sont marqués pour être vendus en octobre.» Aucun ne mentionna que les maintenir sur pied était dangereux, en raison de leur vétusté! Par contre, comme d'habitude, ils ménagèrent la personne d'Alexandre Dubois, d'où les tournures du genre: «on a imposé à» ou «l'on a obligé à».¹⁶ Mais le directeur général des eaux-et-forêts disparut en 1908 et les précautions devinrent superflues. Camille Van De Caye (1909–1911), son successeur, n'était apparenté à aucun artiste tervuereniste et n'avait rien de médiatique.

Arthur Cosyn rédigeait la chronique Forêt de Soignes au «Bulletin» du Touring Club. Il l'exploita beaucoup pour les guides touristiques qu'éditionait sa maison. Dès lors, il n'enfila plus de gant, il assomma littéralement l'administration! Elle accepta mal l'allusion perfide aux «forestiers officiels qui rêvent d'hausmaniser (sic) jusqu'à nos bois», ne serait-ce qu'en raison d'un durcissement linguistique que traduisaient les échauffourées forestières entre promeneurs wallons et flamands. L'administration entendait paraître «belge», quand l'extrême gauche l'accusait d'être élitiste et «pro-wallonne», puisque certains agents continuaient à verbaliser en français¹⁷. La loi obligeait à employer la langue du délinquant. Or, bon nombre de gardes ne parlaient pas flamand, surtout en zone bruxelloise. La hiérarchie protesta. Non, elle ne plagiait pas les forestiers français. Elle négociait du reste des stages de formation à Tharandt plutôt qu'à Nancy?¹⁸ La malveillance d'Arthur Cosyn finit par embarrasser la rédaction de la revue. Elle chapeauta ses textes d'un préambule expliquant qu'ils n'engageaient que lui¹⁹.

La réaction annonçait que les défenseurs soniens prendraient leur distance à l'égard du Touring Club. Pour l'heure, il leur ouvrait les colonnes de son «Bulletin». Lequel était largement exploité par la presse bruxelloise. Tout allait donc bien. Le jour où les emprunts diminueraient, il faudrait envisager un bulletin autonome. Le problème arriva après la Première Guerre mondiale quand la Ligue inculpa les véhicules motorisés et avec eux, les parcs automobiles militaires. On dénonçait les épaves, les emprises de terrain, les manœuvres des troupes, les dépôts de carburants, les vacarmes des roues et des moteurs. On négligea par contre les gaz d'échappement. Comme cela ne pouvait être dit dans le «Bulletin» du Touring Club de France, la Ligue accoucha d'une revue trimestrielle en 1920. La Société des Amis de la Forêt de Fontainebleau l'imita en 1938, bien tard donc. Il est vrai qu'elle disposait du relais des sociétés savantes. Il est vrai aussi qu'elle enterra son bulletin au bout d'un an, l'ayant créé au pire moment. Cela faisait vingt ans de décalage par rapport à la Ligue des Amis de la Forêt de Soignes, de trente ans par rapport à la Société forestière provençale, qui avait créé «Le Chêne» en 1909, douze mois après le dépôt des statuts. Comment expliquer cela?

La raison tient à ce que, sous des intitulés quasi similaires, la Ligue démarra avec la bénédiction des pouvoirs publics et de l'autorité forestière. Les fondateurs de la Société étaient au contraire des opposants au régime impérial qui conserva des partisans au sein du corps forestier. Aussi la Société, qui opta pour une neutralité de façade sous la Troisième République, maintint-elle ses attaques contre l'establishment administratif. La Ligue pouvait tableur sur les hommes politiques qui dirigeaient le pays, tandis que l'autre avait des soutiens politiques, certes, mais pas de ceux qui puissent accorder une subvention. La Ligue participait à la lutte progressiste, tandis que l'autre suscitait la méfiance de la droite sans attirer la sympathie des républicains modérés. Ils n'aimaient guère la mise en accusation des eaux-et-forêts, alors qu'elles effectuaient enfin un effort pédagogique. C'était la période des cours aux Ecoles normales, des primes aux instituteurs méritants, des dons pour les pépinières scolaires, etc. L'argent, denrée rare, allait aux associations qui collaient aux nécessités du moment.

Le résultat? La Société des Amis de la Forêt de Fontainebleau érigea sa doctrine, qui était d'une pièce, en marque de pureté idéologique. Elle détenait la vérité, ce qui gênait toute négociation en vue d'un compromis. Un tel sectarisme transforma le massif bellifontain en champ clos: les adversaires, forestiers et sociétaires, rivalisèrent de mauvaise foi. Pourtant, l'extraordinaire ne fut pas dans la permanence des assauts, mais dans leur interprétation. La lecture du «Bulletin» de la Ligue, surtout dans l'Entre-deux-Guerres, imputa la magnificence bellifontaine à l'éducation des forestiers grâce à l'action des sociétaires. Autrement dit, cette magnificence était récente et devait constituer un modèle pour toute association pro-nature. L'inversion des réalités confortait la position des Ligueurs. Tant pis si leur version était erronée²⁰. Ils promettaient à l'opinion bruxelloise qu'il en irait de même pour la forêt sonienne.

La ruse fut efficace, comme en témoigne la création en forêt sonienne d'îlots bellifontains. La désinformation tout comme son aboutissement déclencha un tollé chez les associations flamandes, un ricanement général chez les forestiers productivistes! Ils glosèrent du «Conservatoire des Horreurs» (sic), comme les Ligueurs avaient glosé du «Coin-du-Balai». Dans un cas, on mettait à l'index les arbres de nulle valeur sylvicole. Dans l'autre, on traitait de même les hommes qui bafouaient le code bourgeois. Peu à peu, on les décrivit comme un peuple relégué, composé de Germains égarés dans la civilisation des Celtes, on insista sur la barbarie de leurs mœurs, sur la promiscuité des familles qui expliquait l'abondance de la progéniture, on affirmait ostensiblement les préjugés racistes de l'époque au sortir d'un conflit meurtrier. La musique adoucit les mœurs, dit-on. La nature, avec ou sans chant d'oiseaux,

¹⁴ Ibidem, p. 603–604, 6 juin 1901.

¹⁵ LE PEUPLE, 24 mars, 30 mars, 4 avril, 6 octobre 1907.

¹⁶ La parentèle d'Alexandre Dubois contient des éléments intéressants, dont Louis Dubois, un des «maîtres du gris», c'est-à-dire de l'Ecole de Calmpthout, dont le chef de file était Adrien Joseph Heymans, proche compagnon des Vingt et ami de Jean d'Ardenne.

¹⁷ BULLETIN DU TOURING CLUB, 1910, p. 54.

¹⁸ Le point n'est pas anecdotique car la hiérarchie forestière conseilla à ses hommes de fuir les associations pro-nature d'obédience flamande, réputées contestataires et «anti-nationalistes», ceci jusqu'en 1930, anti-nationalistes par nationalisme flamand, s'entend!

¹⁹ Ibidem, p. 41.

²⁰ La Ligue fit en effet comme si la Société des Amis de la Forêt de Fontainebleau était l'héritière directe du Comité de Protection artistique de la Forêt de Fontainebleau, créé en 1873 (Cf. Fontainebleau. Bibliothèque municipale, L 94 (6)), auteur de la CARTE DE LA FORÊT DE FONTAINEBLEAU (1874) assortie de 52 p. de commentaires (Ibidem, C 613). Or la Société fut fondée en 1907 seulement. Il y eut quelques intermédiaires dans ces trente ans-là.

n'eut pas cet effet lénifiant. Toutes les questions des années 1900 furent radicalisées avant le basculement dans la Seconde Guerre mondiale! La paix revient. La passion dura. Quels enjeux enchaînaient l'amour de l'Arbre à la haine de l'Autre?

Deuxième partie: Le rôle des associations

L'histoire des associations pro-nature, concoctée à l'occasion d'un grand événement, les funérailles du président ou l'anniversaire d'une victoire, forgea l'idée qu'avant elles tout semblait perdu, qu'avec elles les obstacles furent aplanis. C'est faux. Et c'est vrai.

- C'est vrai, parce qu'elles constituaient un vivier d'interlocuteurs pour l'administration, qui connaissait ainsi la perception et les suggestions de l'utilisateur, plus exactement de certains usagers. Il lui appartenait d'en discerner la représentativité, et de varier les consultants, au lieu de privilégier ceux qui menacent ou disposent de l'oreille ministérielle.
- C'est faux, parce qu'elles n'étaient qu'un greffon dont la force reposait sur des groupes plus larges. Le greffon prospérait grâce à leurs expériences, à leurs relations. Mais le nouvel arbre supplantait parfois qui l'abritait. La mission de la victime était terminée. L'art de durer supposait que les associations, cellules vivantes, puissent recruter, définir des projets, prospecter les sponsors intéressés.

La définition d'une politique ne pose jamais problème dans les premiers jours de l'association. Cela intervient en phase de maturité, voire d'obsolescence. De fait, au début, chacun a une claire idée de ce qu'il souhaite, puisque l'association apparaît pour satisfaire une demande sociale qui n'a pas été prise en compte. On le constate dans le cheminement suivi par la Ligue des Amis de la Forêt de Soignes, entre les débuts confus de sa naissance et l'entrisme de l'administration, lorsqu'elle eut conquis sa légitimité dans le paysage politique. Dans les dernières décennies du XIXe siècle, les milieux forestiers évoquaient volontiers les cérémonies organisées autour de la plantation d'un arbre. Les fêtes rassemblaient les élites et les édiles, bref, le gotha de la capitale et de la localité qui accueillait l'arbre, le gotha et la foule. On comptait peut-être autant de curieux que de militants. Le spectacle attirait un grand «concours de peuple». Le mouvement partit du Canada, des Etats-Unis (1860–1890). Il émut l'Angleterre, la Suède, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, l'Allemagne, la Suisse, l'Italie, l'Espagne (1870–1880). Il toucha certains départements français, ceux du Centre, du Sud-Est et de l'Est (1880–1890).

D – Cérémonie arborée

Le ministre belge de l'Agriculture, M. De Bruyn, participa à l'Exposition internationale Bruxelles-Tervueren Forêts, Chasses et Pêches en 1897. L'attitude des pouvoirs publics exigerait un long développement car, la même année, la Société centrale forestière créa en son sein un Comité des Amis des Arbres. Son but? Inciter au maintien des sujets remarquables. Elle l'avait envisagé dès les préparatifs de l'exposition²¹. «On conserve bien de vieux murs, des rochers. L'arbre n'a-t-il pas bien plus de droit au respect?» L'objectif était clair: éduquer le public quant à la préservation des arbres et à l'utilité des plantations. On aurait donc à la fois des forêts musées et des boisements à haut rendement, résineux par conséquent.

On ignore le sort du Comité. On sait en revanche que la Ligue nationale pour la Protection des Sites et des Monuments en Belgique, fondée en 1892 par Jules Carlier et Jean d'Ardenne, intégra cette perspective à son programme de 1909 et ré-

clama la paternité de la Ligue des Amis des Arbres²². L'association en faveur des Sites et des Monuments prenait les devants et disait peut-être vrai. Par la publicité de la déclaration, elle interdisait qu'on usurpe les plumes du paon: les indécents ne manquaient pas, qui prétendaient que tout découlait d'eux et d'eux seuls. La chronologie plaide en la faveur de Jules Carlier et Jean d'Ardenne. De fait, en 1897, la Ligue des Amis de la Forêt de Soignes gisait dans les limbes, en 1904, la Ligue des Amis de la Forêt de Soignes était en gestation au moment de la première manifestation des Amis des Arbres. Elle déposa ses statuts en 1909, deux ans après la société des Amis de la Forêt de Fontainebleau, alors qu'elle était à l'œuvre deux ans plus tôt.

Léon Souguenet, journaliste français, présenta l'enfant à la presse liégeoise. Elle vint nombreuse, car il résidait en Belgique et occupait les fonctions de rédacteur en chef au «Journal de Liège». La réaction fut immédiate. La première apparut dans le «Samedi Littéraire». La presse bruxelloise la commenta dans la semaine, en commençant par le «Journal de Bruxelles», le 5 août 1904. Pas une once de protocole là-dedans. Léon Souguenet était un bon vivant: «Nous serons une dizaine, un beau matin, en quelque recoin des Ardennes, en un point perdu de la Plaine flamande; on serait très gai, pas du tout officiel... Nous serions les hôtes d'un ami ou d'une bonne vieille forêt maternelle et, après quelques repas – certes! – nous planterions comme nous pourrions un pauvre petit arbre de rien du tout.» C'était aux antipodes du decorum imposé par la version 1793 des arbres de la Liberté²³.

La formule de Souguenet mérite d'être détaillée. Elle renferme un thème récurrent dans la sociabilité pro-nature, l'alliance sacrée Chant des oiseaux et Poésie des hommes: «Voulez-vous corser le programme? Celui qui aurait la plus belle voix lirait des vers à la gloire des arbres, mais pas très haut, car on n'a pas le droit de faire peur aux oiseaux...» L'idée de Souguenet séduisit, en raison du contexte. Elle fit des émules presque tout de suite. Le «Journal de Bruxelles» suggéra une cérémonie similaire à Soignes. Il y alla, bien sûr, de la pointe antifonctionnaire. Il nota qu'il faudrait «de-ci de-là, quelques sentinelles chargées d'avertir de l'arrivée d'un garde dont la malencontreuse présence ne manquerait pas de jeter un froid. Car les gardes forestiers n'entendent pas grand-chose aux combinaisons des poètes». Il innova en proposant que l'assistance comprenne une délégation d'écoliers, sur le modèle français. La fête aurait ainsi une vocation pédagogique²⁴. Pourtant, cela comptait moins à ses yeux que le remords des autorités habituellement «arboricides». Le néologisme avait été mis à la mode par Edmond Picard²⁵. Avec lui, on modifiait quelque peu l'idée d'un Léon Souguenet. Jules Destrée dans «Le Peuple» du 28 novembre 1905 déclara même que la cérémonie devait être «expiatoire»!

²¹ BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ CENTRALE FORESTIÈRE, 1896, p. 278 ; 1897, p. 435.

²² Rapport devant l'Assemblée générale du 7 février 1909. La Société nationale pour la Protection des Sites et des Monuments en Belgique n'avait pas de bulletin. Comme pour d'autres qui œuvraient dans le même champ, le Touring Club publia le rapport *in extenso* dans son propre bulletin en 1909, pp. 139–142. La Société demeura toujours proche de lui.

²³ A. CORVOL, «L'Arbre de liberté. Origines et transformations, 1790–1799», Actes du 114e congrès annuel des Sociétés savantes, section Histoire moderne et contemporaine, Paris, 1989. Publ. LES ESPACES RÉVOLUTIONNAIRES, Paris, Editions du CTHS, 1990, pp. 283–301.

²⁴ A. CORVOL, «Les sociétés scolaires forestières: politique et pédagogie», Actes du colloque Enseigner et apprendre la Forêt, Groupe d'Histoire des Forêts Françaises, Engref, Nancy, 1990. Publ. ENSEIGNER ET APPRENDRE LA FORÊT, XIXe–XXe siècles, textes réunis et présentés par Andrée Corvol, avec la collaboration de Christian Dugas de la Boissonny, Paris, L'Harmattan, 1992, pp. 87–105.

²⁵ E. PICARD, L'Art Moderne, 1900, pp. 120–121.

La première fête de l'Arbre eut lieu à Esneux le 21 mai 1905 sur les bords de l'Ourthe. La vallée était ravissante, surveillée de près par les protecteurs de sites, ancêtres des protecteurs de l'environnement. On en parla beaucoup. On la copia dès l'été 1906. Léon Souguenet utilisa pour cela le tremplin que fournissait l'Exposition internationale de Liège²⁶ – toujours le souci de l'audience. Le choix était judicieux, d'où les comptes-rendus nationaux sur les deux cérémonies locales de Huy (Ardenne) et de Lummen (Campine). Huy, sur la Meuse, était au XIXe siècle, grâce au travail du métal le centre mosan commercial le plus actif. Lummen incarnait, elle, les batailles de la Fin de Siècle qui débouchèrent sur la création de la Kamthout Heide, une réserve de dunes et de bruyères, avec la protection de ses marais, dont les 20 hectares du Putse Moer qui abritaient mouettes rieuses, bécassines; courlis et vanneaux, un arboretum plus au sud et une réserve ornithologique, De Maatjes, à la frontière belgo-hollandaise.

La désignation des lieux ne devait rien au hasard. Ils rappelaient le rôle de l'Arbre comme témoin de l'Histoire et concentré de Nature. La politique rôdait au coin du bois car, à propos des interventions de Camille Lemonnier et de Carton de Wiart, le «Journal de Bruxelles» moqua les catholiques pratiquants qui protestèrent contre les aspects païens, voire maçons, de la fête. C'était jeter une pierre dans le jardin des partis conservateurs!²⁷ Dès lors, l'élan fut donné: de 1905 à 1908, Wenduyn, Frameries, Marcinelles, Verviers, Anvers, Saint-Gilles, Esneux, derechef, fêtèrent l'arbre. Dans ce climat d'euphorie verte, la Ligue des Amis des Arbres obtint l'achat par l'Etat du bois de Colfontaine en 1907. C'était le dernier du Borinage. Un sauvetage d'extrême urgence, donc. Cela engendrait un précédent. Derrière l'action d'éclat, on retrouvait Léon Souguenet, qui avait quitté Liège pour Mons où il dirigeait «La Province» et préparait une exposition sur Constantin Meunier, membre des Vingt...

Ainsi, la Presse, par sa capacité à mobiliser les foules, et l'Art, dans la mesure où il figeait des paysages, étaient nécessaires à la protection de la forêt, nécessaires mais insuffisants. La Ligue des Amis des Arbres en fit l'expérience à l'occasion de l'affaire de Colfontaine. Elle souhaitait faire passer dans le giron public les bois privés que menaçait la spéculation immobilière. Pour cela, il lui fallait nouer des alliances, notamment pour obtenir les crédits qui conditionnaient ce genre d'opérations. Par conséquent, elle devait flatter dans le sens du poil l'Etat et l'Administration. Or, avec de tels partenaires, la fantaisie d'un Léon Souguenet était mal venue. Comme toutes les associations pro-nature, il lui fallait parler utile, par exemple le rôle de l'Arbre contre l'érosion des sols et la place du Bois dans l'économie belge. Le temps des débuts héroïques était révolu. Place aux intonations réalistes. Cela entraîna un changement dans l'origine socioprofessionnelle des adhérents, moins visible toutefois que le changement dans la composition de l'état-major.

Le virage fut négocié en 1908 par Georges Garnir, journaliste et ami de Souguenet. Il fonda avec lui et dès l'année suivante le «Pourquoi pas?», hebdomadaire bruxellois. Emménager dans la capitale facilita les choses. À la seconde fête d'Esneux, Garnir fit venir un représentant du ministre, outre Nestor Iris Crahay, l'astre montant des eaux-et-forêts. De fait, Crahay succéda à son mentor, Alexandre Dubois, disparu en 1908, un prédécesseur ayant joué les papes de transition pendant trois ans. Au cours de la nouvelle cérémonie, les spectateurs, qui avaient apprécié l'aspect bonne franquette de la première, sentirent l'inflexion. Garnir leur prêcha «l'Evangile de cette armée du salut, non des âmes, mais des arbres». Il osa dire qu'il y avait «parmi (eux) des poètes et des artistes à qui le côté utile (était) assez indifférent, pour ne pas dire plus..., mais (que) tout le monde n'(était) pas obligé d'être songe-creux!»²⁸ En

entendant pareils propos, les croyants furent confortés dans les craintes que leur inspirait le culte de l'Arbre. Ils reçurent l'approbation des défenseurs de l'ordre moral. Ceux-là dénonçaient l'effacement des valeurs de la religion et de la famille. Quant aux «songe-creux», ils jugèrent la pilule amère, ils cherchaient en vain l'enthousiasme naïf des années antérieures.

Les forestiers avaient besoin des élites bruxelloises pour obtenir des budgets plus conséquents. Les élites sentaient que la survie des arbres passait par eux, malgré leurs regrets devant des aménagements regrettables. Mariage de raison, donc, que celui-là. Les fiançailles furent conclues en 1908 à Boitsfort, grâce à un certain René Stevens (1858–1937). Peintre paysagiste plutôt médiocre, il revendiquait l'amitié des vieux maîtres de Tervueren, de Coosemans en particulier. Cela lui fit reléguer Boulenger, coupable d'avoir fréquenté Barbizon quand l'autre était resté à Soignes. Les deux points étaient faux, mais cela apparut plus tard²⁹. Stevens entendait glorifier la forêt, ce qui contribuait à la promotion de son œuvre picturale³⁰. Il voulait planter un arbre sur la place communale, puis aller en chœur et collège au vallon du Vuylbeek en rénovation. Les enfants des écoles figuraient dans son projet. Stevens, comme Garnir, cherchait «un grand concours de peuple» (sic). L'expression indique l'adhésion des petites gens à la partition écrite par les élites. Stevens avertit en conséquence le Touring Club³¹, puis les journaux bruxellois, dont «Le Peuple». «Nos bons orateurs auraient là l'occasion de faire vibrer les cordes sensibles de l'amour et de la nature qui sommeillent dans l'âme des foules, et flétriraient avec énergie tout nouvel empiètement, toute nouvelle amputation de notre grande sylvie brabançonne.»³² Les intonations n'ont pas le réalisme d'un Garnir. Mais, bientôt, Stevens en usa, si bien que l'autre fut de trop.

E – Education publique

L'initiative de René Stevens ne convainquit pas tout le monde. Les sceptiques demandèrent si le bonhomme ne souhaitait pas transformer la forêt de Soignes en bois de La Cambre³³. Il devait fournir des gages pour avoir leur aide. En attendant, «sa» journée fut un succès. L'opportunité d'une ligue des arbres spécifique à Soignes fut discutée³⁴. Émile Vandervelde, député socialiste, aurait aimé «substituer la vigilance des particuliers à la vigilance au moins douteuse des ministres qui, bien que gens de goût», ne sauraient veiller à tout et devaient être avertis à temps.

L'expression «gens de goût» constituait le symétrique de l'expression «concours de peuple», mais inversait la procédure. Jusque-là, le haut éclairait le bas. Désormais, le bas éclairait

²⁶ L. SOUGUENET, L'Exposition de Liège, notes et impressions, Bruxelles, 1906, p. 267. Collection Les choses et les hommes.

²⁷ JOURNAL DE BRUXELLES, 20 novembre 1905.

²⁸ Le discours de G. Garnir fut reproduit dans AIMONS LES ARBRES. Op. cit., pp. 201–208.

²⁹ Joseph Coosemans (1828–1904), secrétaire communal de Tervueren, converti à la peinture, enseigna la peinture à l'Institut supérieur des Beaux-Arts d'Anvers (1887). Sa mort était récente – quatre ans seulement – quand Stevens fit courir le bruit qu'il l'avait connu et avait été formé par lui, ce qui accrédiata une double rumeur, à savoir qu'il était de ses parents et son meilleur disciple.

³⁰ Ai-je besoin de préciser que cette interprétation n'est pas de mon cru, mais fondée sur les annotations au crayon que certains forestiers de l'époque apposèrent en marge de lettres que leur écrivit René Stevens, dont un «Et pour placer tes dessins, tu t'y connais, n'est-ce pas?», assez savoureux... et dépourvu d'illusions!

³¹ BULLETIN DU TOURING CLUB, 1908, p. 60. Le Peuple, 23 février 1908.

³² LE PEUPLE, 23 février 1908.

³³ Cf. In BULLETIN DU TOURING CLUB, l'article d'Herman Lucion, p. 125.

³⁴ LE PEUPLE, 23 mai 1908.

le haut. Les réformes n'étaient plus imposées au peuple. C'est le peuple qui demandait leur application, parce qu'il avait participé à leur élaboration. De ce point de vue, on remarque que l'article fut adressé au «Peuple» plus à gauche que «Le Journal de Bruxelles». Charles Buls était contacté par Vandervelde pour présider la future association³⁵. Cela n'arrangeait guère Stevens qui redoutait d'être l'otage du parti ouvrier belge. Il réitéra donc l'opération à l'automne suivant. Il organisa une pétition dont le couronnement serait la plantation d'un arbre, cérémonie inscrite au calendrier du printemps 1909. Les signataires requéraient des pouvoirs publics «que les grands arbres qui en font l'admirable parure ne tombent plus sous la hache».³⁶ Stevens emporta une partie décisive, puisque les représentants des trois familles gouvernementales, Buls, Carton de Wiart et Beernaert, applaudirent des deux mains.

La séance du 2 juillet 1909 indiquait l'apparente victoire d'une Ligue qui n'existait pas encore. En effet, le ministre de l'Intérieur et de l'Agriculture (les Beaux-Arts s'étaient perdus en route...), M. Schollaert, déclara qu'il n'admettrait plus «que l'on touche à un seul arbre de la forêt, à moins qu'on ne puisse faire autrement». «La Presse» rapporta le premier tronçon de la phrase³⁷. Stupeur indignée de l'administration! Elle avait prévu maints scénarii, mais pas celui-là. Stevens sut la rassurer car, sinon, elle aurait entravé sa prise de pouvoir. Ainsi, Stevens n'était pas favori dans la course au secrétariat général. Il souffrait d'une double méfiance, celle des amoureux de la «vraie» forêt, celle des forestiers qui entendaient maintenir la production. Incontestablement, Stevens sut déminer le terrain puisque, au soir de la vie, les premiers le baptisèrent Le Sylvain³⁸, tandis que les seconds murmuraient qu'enfiler une vareuse verte lui avait révélé la gestion durable...

Prodigieux retournement! Stevens entra sur la scène sonnienne en 1905, alors qu'on évoquait la restauration de l'étang aux Enfants-Noyés. Le projet avait été concocté par les eaux-et-forêts. Comme l'affaire déclenchait grand bruit, l'administration appréhendait des difficultés comparables à celles qu'avaient soulevées les aménagements de Gronendael. Elle décida d'ériger Stevens en porte-voix bruxellois. C'est avec lui qu'on allait examiner les différentes solutions possibles pour le vallon de Boitsfort. C'est exactement ce qu'avaient fait les forestiers français à Fontainebleau lorsqu'il avait été question des «séries artistiques» (1851–1861), de leur localisation et, surtout, de leur extension (1882–1904). À chacune des dernières étapes, le Comité de Protection artistique était intervenu (1873–1882).

Stevens, reconnu, fut enchanté. La presse amie détailla son action au point qu'à lire les articles, chacun pouvait croire qu'il dirigeait les travaux. Avec un tel éclairage, l'administration n'était plus l'instrument des pouvoirs publics mais d'une association pro-nature. Dur à avaler! Impossible à digérer! Or, cette présentation tendancieuse ne pouvait être rectifiée, par exemple en publiant un texte dans les journaux bruxellois. D'abord, parce qu'il serait trop court, perdu à la xième page, privé de gros titre, si bien que personne ou presque ne le lirait. Ensuite, parce que les gens qui le verraient diraient que les forestiers prenaient la mouche. C'était un aveu de faiblesse. Pire, cela soulignait l'incident, au risque de gêner la politique d'extériorisation que le directeur général, Alexandre Dubois, avait impulsée. Il fallait mieux attendre que l'adversaire trébuchât.

Stevens en fournit l'occasion quand, parrainé par Nestor Iris Crahay et Carton de Wiart, il fut reçu par la Société Centrale Forestière (SCF). Cela ne traîna pas: fin 1905. Il était bon que l'association fut représentée ès qualité. Or le premier pouvait difficilement le faire, vu ses fonctions aux eaux-et-forêts et au secrétariat de la SCF, et le second ne voulait pas faire, étant par monts et par vaux quand il ne siégeait pas à la chambre

ou au parti. Selon l'usage, dans le «Bulletin» de la Société Centrale Forestière, le nouveau venu dut exposer les raisons qui justifiaient pareil honneur. Stevens avait des atouts mais un défaut: la vanité. A vouloir être l'homme qui empêcha une restauration désastreuse de Gronendael, il aiguisa l'ironie méchante d'Emile de Marneffe, inspecteur à l'administration centrale des eaux-et-forêts³⁹. «À lire ces divers écrits (lettre de Stevens et articles le concernant), on pourrait être tenté de croire que, jusqu'alors, les forestiers s'étaient immobilisés et qu'il fallut l'intervention d'un artiste peintre pour les faire sortir brusquement de leur torpeur. C'est comme si nous voulions nous figurer que la terre ne s'est mise à tourner que depuis notre naissance.» Sévère. Mais juste.

F – Ingérence sylvicole

L'antipathie entre les deux hommes persista jusqu'à la mort de Marneffe. Il fut relayé par le comte Félix Goblet d'Alviella. Lui voulait que la forêt produise. Lui aimait les colonnes de hêtre! Pendant tout l'Entre-deux-Guerres, les adversaires lièrent esthétique des paysages et composition des peuplements. Il était bien question de l'intégrité de la forêt, de ses beautés naturelles, mais les déterminer ébranla l'entente naissante. Les uns jugeaient fort beaux des hêtres hauts et lisses. Les autres les déclaraient monotones et préféraient des sujets moins calibrés et plus diversifiés. Sous la pression de l'opinion, des forestiers et des sociétés pro-nature, on était passé de la futaie régulière à la futaie jardinée. L'étape suivante porta sur le retour des taillis de chêne. Cela heurtait l'évolution sylvicole générale, la capacité pédologique et climatique de la station sonnienne.

La Ligue souhaitait des futaies de chêne sur taillis. Elle les estimait d'origine française, et conformes à son idée d'une forêt naturelle. Pour elle, l'artifice était des colonnes de hêtre régénérées par plantations, selon la méthode autrichienne. Cela renvoyait à la domination autrichienne, à l'occupant hollandais. Mais omettait qu'il en allait de même au XVIe et au XVIIe siècle, au temps des Habsbourg d'Espagne! Tant de passion politico-historique fit courir un sang neuf dans la rédaction du «Bulletin» de la Société Centrale Forestière. D'ordinaire, les assauts étaient, sinon évités, du moins policés. Là, les assertions devinrent vinaigrées. La fin de l'année 1906 n'arrêta pas l'échange des amabilités. Stevens estima que son désaccord avec Marneffe était définitif. Il l'accusa de vouloir une forêt «utilitaire», promise à l'anéantissement lorsqu'elle cesserait d'être rentable⁴⁰. C'était absurde, vu le passé de Mar-

³⁵ LE PEUPLE, 12 juillet 1908.

³⁶ LE PEUPLE, 27 novembre 1908.

³⁷ LE JOURNAL DE BRUXELLES, 7 juillet 1909.

³⁸ Le surnom vient de la Ligue nationale pour la Protection des Sites et des Monuments en Belgique, fondée en 1892 par Jean d'Ardenne, journaliste français, ligue proche du Comité de Protection artistique de la Forêt de Fontainebleau (1873). Dans les années 1880, le Comité usait déjà de la grande presse pour promouvoir ses actions. Il restait dominé par les artistes. Son président d'honneur était Jean-François Millet (1814–1875). Son assemblée générale annuelle était fixée au premier jour du Salon des Beaux-Arts. Les artistes qui y assistaient poursuivaient la tradition de Barbizon. Les écrivains constituaient, eux, un éventail plus large, quoique sans éléments novateurs (aucun parnassien par exemple). Il cessa ses activités au tournant de 1890, ne parvenant pas à pousser au-delà de l'extension des séries artistiques (1892 = 1600 hectares; 1904 = 1800 hectares). Les députés avaient refusé de classer Fontainebleau en parc national (369 voix contre 76). P. DOIGNON, «Pourquoi la forêt de Fontainebleau n'est pas classée parc national?», LA VOIX DE FONTAINEBLEAU, fasc. 1, 1985, pp. 5–8.

³⁹ BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ CENTRALE FORESTIÈRE, 1906, p. 169.

⁴⁰ Ibidem, p. 234 et suivantes, p. 302 et suivantes, p. 326 et suivantes.

neffe qui avait soutenu Edouard Wittamer et ceux de son camp, dont le garde général Huberty. Ce faisant, les deux forestiers avaient sacrifié leur carrière à leur conscience en menant la lutte contre le ministère des Finances.

L'opposition entre ces deux fortes personnalités n'est pas anecdotique. Marneffe traduisait le point de vue d'un responsable administratif. Il ne pouvait évincer telle ou telle conception. Il devait les concilier sur le terrain, les industriels du bois comptant autant que les passants du dimanche. Pour lui, il était impensable de céder le terrain à des opérateurs étrangers. En le structurant à leur gré, avec une part en lotissements, ils frustreraient les autres utilisateurs. Marneffe condamnait ainsi vigoureusement la vision du peintre amoureux de sous-bois variés et denses. Pour Stevens, les beaux arbres étaient les vieux baliveaux. Il les pensait compatibles avec des taillis opulents, percés de sentiers étroits. Il rêvait d'excursions en file indienne, les uns aidant les autres à franchir les passages escarpés. Mais Soignes n'était pas Fontainebleau où ce cheminement résulte des amoncellements gréseux, cheminement que l'éditeur Claude François Denecourt explicitait dans ses cartes comme dans ses guides⁴¹.

L'arbitrage entre fonction de production et fonction de société avait pour toile de fond la question des exotiques. Devait-on les introduire pour améliorer la récolte ligneuse? Devait-on le faire pour le bonheur des promeneurs? Le service belge avait assisté au premier colloque de l'IUFRO, à Berlin en 1892. Le sujet fut débattu. On décalqua les structures d'outre-Rhin en 1896, mais avec des «moyens bien modestes», comparés aux budgets hollandais et saxons. Cet engagement précoce reflétait en partie la tradition imposée dans la période autrichienne: introduire des exotiques en forêts périurbaines là où ils embelliraient le spectacle de la nature (1714–1792). L'alignement contrastait avec l'intérieur des peuplements. Il dessinait les fameuses «drèves». Il permettait d'exploiter à blanc des centaines d'hectares sans altérer le paysage. Les pépinières Schepers obtinrent ainsi commande de tiges de 1,50 mètres de feuillus exotiques: chênes rouges d'Amérique, chênes des marais, robiniers, hêtres pourpres, érables de Virginie en 1895. Le total représentait 11% du contrat. La part était faible, comparée aux 17 000 sapins achetés. Elle changeait en intégrant les exotiques naturalisés, les résineux en particulier. Le total représentait 60% du contrat.

Les exotiques colonisèrent les peuplements sylvicoles à partir de ces ourlets. Les associations de la nature étaient réticentes devant cette évolution sylvicole, et négatives face à ces essences exotiques. Pourtant, elles contribuèrent à leur introduction. Deux faits jouèrent: les ligneux offerts par les Alliés; les ligneux admirés au cours des excursions.

La Légion Américaine avait offert des feuillus exotiques à la France. Elle offrit des résineux exotiques à la Belgique «martyrisée». Elle usa pour cela de la Ligue des Amis de la Forêt de Soignes. Celle-ci réceptionna cent plants de *Sequoia gigantea* comme symbole de la force états-unienne en 1928. La cérémonie eut lieu en présence du ministre ou plutôt de son chef de cabinet, du directeur général des Eaux et Forêts Delville et de l'inspecteur principal Nélis⁴². Ce fut la dernière du genre. Elles avaient été très nombreuses entre 1920 et 1926. Les années Trente mirent un terme à la pratique et, avec elle, aux rêves d'harmonie universelle et de paix éternelle symbolisées par les arbres des pays amis installées dans des forêts chargées d'histoire.

Les voyages annuels prirent le relais. Ils montraient de nouveaux horizons aux participants. Or, parmi eux, plus d'un était sensibilisé à la cause végétale: forestiers en retraite, sylviculteurs, professeurs de botanique, professeurs de sciences naturelles, etc. Ils revenaient de ces excursions, allégés de quelques préjugés, mais alourdis d'illusions quant à la réussite des es-

sences entrevues (les graines ne germaient pas) et à la valeur des sujets obtenus (ils furent minables). Mais l'échec permettait d'apprendre.

La Ligue revint de Corse avec deux kilogrammes de semences «de provenance authentique». Elle les confia au «Service spécial de Recherche» en 1928. Elle écrivit dans le «Bulletin» qu'une forêt en naîtrait. Un sac d'un kilogramme contenait 80 000 graines de pin laricio. «Les jeunes plants seront élevés dans des plates-bandes séparées où les Amis de la Forêt pourront aller se rendre compte des progrès de leurs enfants. Plus tard, ils formeront un beau massif dans la forêt de Soignes.»

La Ligue avait vu les «beautés des pins laricio, dont certains troncs mesurent jusqu'à cinq mètres de circonférence. Il est vrai que beaucoup de ces magnifiques peuplements ne sont exploités qu'après 300 et même 350 ans.» Elle avait bataillé pour les hêtres de Soignes. La précision la galvanisa. Mais, «pour une raison inconnue, beaucoup de ces graines n'ont pas levé.»⁴³ Ses membres gardèrent le moral: les mille plants restants «formeront un petit massif de notre forêt lequel, d'après les ordres de M. le ministre de l'Agriculture, portera notre nom».

La Ligue persévéra. Elle visita l'Auvergne en 1929, la forêt domaniale de L'Héron notamment, avec les «parcelles où les pins et les hêtres, même les mélèzes, atteignent des proportions imposantes».⁴⁴ Elle ramena des semences de pin sylvestre au directeur des Forêts. Elle «lui demand(a) de faire semer ces graines à une lisière de notre belle forêt, et de lui accorder tous ses soins, et de donner au massif que les jeunes pins formeront le nom de Pinaie de Carmantrand de la Roussille». Ce forestier l'avait très bien reçue.

Les aventures de l'association illustrent la méconnaissance de l'écologie stationnelle des essences introduites. Philippe Guinier, ancien directeur de l'École de Nancy, mais très engagé dans la foresterie d'après-guerre, déclara que, tout au long des 1870–1940, «ceux, qui contestaient que l'on puisse transplanter avec succès d'Amérique en Europe le sapin de Douglas, trouvaient naturel d'aller chercher dans les hautes vallées des Alpes le mélèze. On admettait ce qu'on dénommait le dépaysement. On repoussait l'importation». Pourtant, des spécialistes avaient étudié de près le problème. Mais les expériences diffusèrent très lentement dans l'enseignement des gestionnaires. Le phénomène n'a jamais été le propre de la sylviculture de pointe. Il affecte toutes les disciplines. Cependant, les places où furent testés les exotiques introduits par le Service des Recherches via l'association furent classées en zones de réserves «naturelle». Leurs arbres échappent à l'exploitation. En apportant de la diversité à une forêt réputée monotone, ils réjouissent l'œil, ils plaisent beaucoup au public si bien que les piétinements interdisent aujourd'hui une régénération qui apparaissait prometteuse au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

⁴¹ Cl.-F. Denecourt parlait de ses «innocents tracés». Ils n'étaient pourtant pas vierges. Non content de les ponctuer de bandes colorées qui graduaient les difficultés et de panneaux qui aidaient les visiteurs à situer un lieu sur une carte, Denecourt avait fait déplaçer des rochers pour accroître les sensations fortes. Cette violation de «la nature sauvage» (Cf. Lettre d'Alexis Durand, de L'Indicateur général de Seine-et-Marne, reprise par L'Abeille de Fontainebleau, 28 octobre 1849), prêtait à discussion (1849–1859). Cinquante ans plus tard, la contestation fut relancée cette fois dans le cadre du Club Alpin de Fontainebleau (1910), avec la création du Groupe rochassier.

⁴² BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ CENTRALE FORESTIÈRE DE BELGIQUE, fasc. 2, 1928.

⁴³ BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ CENTRALE FORESTIÈRE DE BELGIQUE, fasc. 2, 1929.

⁴⁴ BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ CENTRALE FORESTIÈRE DE BELGIQUE, fasc. 4, 1929.

Résumé

La cassure entre espaces sylvicoles et exploitations agricoles, la régression des forêts périurbaines, qui perdirent leur fonction de production au cours du XIXe siècle, la volonté d'en faire des espaces verts destinés aux loisirs des citoyens, expliquent le poids des nouveaux décideurs dans la politique forestière: les élites de la ville. Le message apparut à la fin du siècle. Il fut diffusé par la presse d'opposition. Les pouvoirs publics étaient la cible des associations pro-nature. L'étude examine les raisons de l'attention portée à ces sites. Elle analyse également la manière dont les associations ont su l'utiliser.

Le propos vise le cheminement des thèmes porteurs, ainsi que leur inflexion, voire leur altération. Le bilan associatif est appréciable. L'action combinée des pouvoirs publics et des groupes de pression fit prendre très au sérieux les problèmes que soulevait l'extension urbaine pour le patrimoine arboré. Les associations de la première heure, malgré leurs préjugés, leurs limites, aidèrent la population à œuvrer pour la forêt, pour la forêt bruxelloise en particulier. Le modèle, qui convenait peut-être à la forêt d'une capitale, fut toutefois imprudemment plaqué sur d'autres forêts.

of the city. The message emerged at the end of the century and was spread by the media from the side of the opposition. Public power was the target of environmental associations. The study examines the reasons for the support the latter managed to rally and the attention paid to them. It also analyses the way in which associations are able use this attention to their own advantage.

The study deals with the progression of the carrying themes including their reorientation and alteration. The associative result was considerable. The combined actions of public power and pressure groups helped the general population to take seriously the problems posed by urban extension to the legacy and history of the forest, particularly in Brussels. While the model might be suited to a capital it could be imprudent to impose it in other forests.

Translation: ANGELA RAST-MARGERISON

Zusammenfassung

Der Umbruch im Wald von Soignes in der Zeit um 1900

Der Bruch zwischen forstlicher und landwirtschaftlicher Nutzung, die Zurückdrängung der vorstädtischen Wälder, die ihre Produktionsfunktion im Verlauf des 19. Jahrhunderts verloren, sowie der Wille, diese als Grünräume für die Freizeitnutzung der Bürger zu nutzen, erklären das Gewicht der neuen Entscheidungsträger in der Waldpolitik: die städtischen Eliten. Deren Botschaft war am Ende des 19. Jahrhunderts sehr deutlich und wurde in der Oppositionspresse verbreitet. Adressaten bzw. Zielscheibe der Naturschutzvereinigungen waren die Staatsverantwortlichen.

Untersucht werden in diesem Beitrag die Gründe der öffentlichen Aufmerksamkeit für die Wälder als Grünräume sowie die Art, wie die Vereinigungen sich diese zunutze machten. Behandelt wird die Ausrichtung der tragenden Themen, ihre Abwandlung oder auch Verfälschung. Insgesamt ist die Bilanz der Naturschutzvereinigungen beachtlich. Das kombinierte Handeln von Behörden und Interessengruppen führte dazu, dass die Probleme, die sich wegen der Ausdehnung der Stadt für die Wälder und andere Grünflächen ergaben, sehr ernst genommen wurden. Die Vereinigungen der ersten Stunde, trotz ihrer Vorurteile und Begrenzungen, halfen der Bevölkerung, sich für den Wald wirksam einzusetzen, – für den Wald der Stadt Brüssel im Besonderen. Das Modell, das vielleicht für den Wald der Hauptstadt angemessen war, wurde allerdings unbesehen auch auf andere Wälder übertragen.

Summary

Changes and stakes in the forest of Soignes around 1900

The rupture between sylvicultural and agriculturally exploited areas, the regression of semi-urban forests that lost their function as wood producers over the course of the 19th century, the wish to create green spaces for the leisure activities of the population – all these points help to explain the power exercised today by the decision-makers of forest policy, i.e. the elite

Auteur

Prof. Dr. ANDRÉE CORVOL, Directeur de recherche, CNR, Institut d'Histoire Moderne et Contemporaine, Ecole Normale Supérieure, 45, rue d'Ulm, FR-75005 Paris.